

L'ALTERNATIVE...

Monsieur le Premier Ministre de sa Majesté De Gaulle avait, pour recevoir les représentants des Syndicats de Loire-Atlantique venus lui demander la généralisation de la pré-retraite à l'ensemble de la métallurgie nantaise, délégué ses pouvoirs à de hauts et brillants fonctionnaires.

La réponse est connue. Elle était d'ailleurs, selon nous, prévisible... C'est un non catégorique!

Mieux, ces messieurs estiment qu'il ne saurait être question d'abaisser l'âge de la retraite. Ce qui ne les empêche d'ailleurs pas de reconnaître que les patrons font de plus en plus de difficulté pour embaucher les plus de cinquante ans... *"Nous sommes en régime de libre entreprise"* a argumenté cyniquement le plus distingué d'entre eux!

Il faut ajouter que la politique, dont les travailleurs font les frais, est prévue et préconisée par les 4ème et 5ème Plan.

On peut, dans ces conditions, se demander ce que font les représentants des syndicats dans les innombrables *"commissions ou sous-commissions du Plan"*.

N'y-a-t-il pas quelque incohérence à dénoncer les conséquences (licenciements, chômage) et continuer à cautionner les causes en participant aux organismes du plan?

En Loire-Atlantique, le problème est réglé. Après nous être retirés des comités d'expansion économique, nous avons refusé de siéger dans les commissions de développement économique et régional présidées par les préfets.

Ainsi les choses ont, au moins, le mérite de la clarté.

En l'absence d'un rapport de forces favorable à la classe ouvrière, nous subissons mais ne cautionnons pas!

Il est vrai que nous ne sommes pas comme ce concurrent à De Gaulle qui écrit que *"nous devons nous sentir responsables du bon fonctionnement de la société dans laquelle nous vivons"*.

Nous lui conseillons de venir expliquer ce beau souci aux travailleurs des A.C.N.

Et qu'on ne s'imagine surtout pas que les difficultés que nous rencontrons à Nantes ne se rencontreraient jamais à Marseille!

Il faut avoir le courage de regarder la vérité en face.

Il est faux de prétendre que *"le gouvernement n'est pas capable d'atteindre les objectifs qu'il s'est lui-même fixé dans le cadre du plan"*.

S'il est vrai que le gouvernement n'a pas, fort heureusement, atteint tous ses objectifs, il n'y a pas renoncé pour autant.

Le gouvernement veut, par le biais des institutions mises en place, sous couvert de planification et notamment des CODER et du *Conseil Economique et Social Rénové*, instaurer en France un régime corporatiste!

Mieux, il a déjà, prêts à s'intégrer à un tel régime, ses hommes dans toutes les organisations syndicales (en ce qui concerne la C.G.T. voir les professions de foi gaulliste de M. LEBRUN, secrétaire confédéral).

Notre C.C.N., réuni à Toulon, a signifié clairement que notre organisation ne tolérera pas de cinquième colonne dans ses rangs.

Au cas, où des sous-produits de LEBRUN se seraient glissés parmi nous, ils doivent s'attendre à être purement et simplement exclus!

Historiquement, le régime corporatiste porte un non... Avec ou sans chemises noires ou brunes, le fascisme reste le fascisme!

D'autant que, le corporatisme instauré, nous aurions à plus ou moins longue échéance les chemises noire ou brunes de surcroît!

Jaurès a dit *"le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage"*.

C'est toujours vrai en dépit de toutes les *"coexistences pacifiques"*.

Mais le capitalisme conduit également à la barbarie totalitaire.

Il est à craindre que le recours au bulletin de vote dans le cadre exigü d'élections présidentielles pré-fabriquées ne soit pas suffisant pour écarter ces deux fléaux.

Il doit exister une autre alternative.

Faisons confiance à la classe ouvrière. Elle saura l'imposer le moment venu!

Alexandre HÉBERT.
